

Luxembourg, le 7 septembre 2017

**Publication du Cahier d'études n°113**

## **Household debt burden and financial vulnerability in Luxembourg**

Auteurs: G. Giordana et M. Ziegelmeyer

Cet article examine la vulnérabilité financière de la population des ménages au Luxembourg, en utilisant des informations bilantaires collectées lors de la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> vague de l'enquête sur le comportement financier et de consommation des ménages. Nous analysons la répartition des indicateurs de la charge de la dette et de la vulnérabilité financière des ménages, selon leurs caractéristiques socio-économiques, en utilisant des échantillons représentatifs pour les années 2010 et 2014. De plus, nous identifions les caractéristiques socio-économiques les plus étroitement liées à la vulnérabilité financière des ménages.

Nos résultats empiriques n'aboutissent pas à un message général mais dressent une image mitigée concernant les changements de l'endettement et de la vulnérabilité financière des ménages au Luxembourg entre les deux vagues actuellement disponibles (la troisième vague de l'enquête est prévue pour la fin de 2017/ début 2018). Bien que la part des ménages endettés ait baissé de 58,4 % en 2010 à 54,6 % en 2014, le poids de la dette pour ces ménages s'est alourdi en moyenne, principalement à cause de prêts hypothécaires plus importants pour l'achat de la résidence principale. Les valeurs médianes du ratio dette-sur-revenu et du ratio prêt/valeur calculé sur la base de l'encours ont augmenté de manière statistiquement significative, mais cela n'est pas le cas pour d'autres indicateurs de la charge de la dette. La médiane du ratio service de la dette-sur-revenu a diminué, surtout en raison de la baisse des coûts de la dette non hypothécaire.

Dans la littérature, les ménages vulnérables sont identifiés comme étant ceux pour lesquels des indicateurs de la charge de la dette dépassent certains seuils conventionnels. Nous suivons cette

## Communiqué de presse

démarche pour la population des ménages luxembourgeois, en considérant les indicateurs individuellement ou en combinaison. Nos résultats montrent qu'en général la part des ménages endettés qui sont financièrement vulnérables n'a pas changé de manière statistiquement significative entre 2010 et 2014. Cependant, l'augmentation est statistiquement significative si le ratio dette-sur-revenu est employé pour identifier les ménages vulnérables. En utilisant une combinaison de plusieurs indicateurs nous identifions les ménages qui pourraient connaître de sérieux problèmes et qui sont susceptibles de présenter un risque de crédit pour les prêteurs. Ces ménages représentaient 1,4 % des ménages endettés en 2010 et 2,2 % en 2014. Alors que cette augmentation de la part de ménages vulnérables est importante, elle est non significative statistiquement.

Les corrélations estimées entre les indicateurs de vulnérabilité et les caractéristiques des ménages suggèrent, d'une part, qu'il est moins probable que des ménages dans des groupes socio-économiques défavorisés (en termes d'éducation, de situation professionnelle et de statut de propriétaire de la résidence principale du ménage) soient financièrement vulnérables. D'autre part, des niveaux faibles de revenu et de patrimoine augmentent la probabilité des ménages d'être identifiés comme étant financièrement vulnérables. Cependant, l'analyse de la médiane des indicateurs suggère que les ménages à faible revenu sont ceux qui ont les plus faibles ratios de dette-sur-actif et prêt/valeur (encours).

Pour résumer, il y a des signes mais pas de preuves incontestables d'une augmentation de la charge de la dette médiane et de la part des ménages financièrement vulnérables entre 2010 et 2014. Un travail de recherche supplémentaire est nécessaire afin d'établir les implications, en termes de stabilité financière, de la vulnérabilité financière des ménages, notamment en effectuant des tests sur l'endurance des ménages à des chocs économiques défavorables.

*Le contenu de cette étude ne doit pas être perçu comme étant représentatif des opinions de la Banque centrale du Luxembourg ou de l'Eurosystème. Les opinions exprimées reflètent celles des auteurs et non pas nécessairement la position de la Banque centrale, de ses dirigeants ou de l'Eurosystème.*

Ce cahier d'études est disponible sur le site internet de la BCL : [www.bcl.lu](http://www.bcl.lu)

## Communiqué de presse

Pour toute information supplémentaire, nous sommes à votre disposition  
au numéro de téléphone 4774-4265 /-4243.



Département Relations internationales et communication  
Section Communication  
L-2983 Luxembourg  
Télécopieur: + 352 4774-4910  
[info@bcl.lu](mailto:info@bcl.lu)